A° 1897.  N°. 12.

# PUBLICATIE-BLAD.

# BESCHIKKING

*van den 24 Augustus 1897 No. 592, bepalende de opneming in het Publicatie-blad van het op 28 Mei 1897 te 's Gravenhage tusschen Nederland en Italië gesloten, ook op de wederzijdsche koloniën toepasselijk, verdrag tot wederkeerige uitlevering van misdadigers.*

*IN NAAM DER KONINGIN!*

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Van den Minister van Koloniën ter afkondiging ontvangen hebbende een exemplaar van het op 28 Mei 1897 te 's Gravenhage tusschen Nederland en Italië gesloten, ook op de wederzijdsche koloniën toepasselijk, verdrag tot wederkeerige uitlevering van misdadigers, met de mededeeling, dat de uitwisseling der akten van bekrachtiging te 's Gravenhage den 10 Juli 1897 heeft plaats gehad;

Heeft de opneming daarvan in het Publicatieblad bevolen.

BARGE.

De Gouvernements-Secretaris,
HELLMUND.

Uitgegeven den 7n. September 1897.

De Gouvernements-Secretaris,
HELLMUND.

# STAATSBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN.

(No. 180.) **BESLUIT** *van den 19den Juli 1897, bepalende de plaatsing in het* Staatsblad *van het te 's* Gravenhage *op* 28 *Mei* 1897 *tusschen* Nederland *en* Italië *gesloten verdrag tot wederkeerige uitlevering van misdadigers.*

IN NAAM VAN HARE MAJESTEIT WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

WIJ EMMA, KONINGIN-WEDUWE, REGENTES VAN HET KONINKRIJK;

Gezien het te *'s Gravenhage* op 28 Mei 1897 tusschen *Nederland* en *Italië* gesloten verdrag tot wederkeerige uitlevering van misdadigers;

Gelet dat de uitwisseling der akten van bekrachtiging mede te *'s Gravenhage* den 10den Juli 1897 heeft plaats gehad;

Op de voordracht van den Minister van Buitenlandsche Zaken van 15 Juli 1897, No. 8076, Algemeen Secretariaat;

Hebben goedgevonden en verstaan de bekendmaking van voorzegd verdrag te bevelen door plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad*.

De Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur worden belast, ieder voor zooveel hem betreft, met de uitvoering der bepalingen in meergenoemd verdrag vervat.

Het Loo, den 19den Juli 1897.

EMMA.

*De Minister van Buitenlandsche Zaken,*
J. RÖELL.

Uitgegeven den *twee en twintigzten* Juli 1897.

*De Minister van Justitie,*
VAN DER KAAY.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et en Son Nom Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume et Sa Majesté le Roi d'Italie,

ayant résolu, d'un commun accord, de conclure une nouvelle convention pour l' extradition des malfaiteurs, ont nommé à cet effet pour Leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume des Pays-Bas:

Messieurs le jonkheer JOAN RÖELL, chevalier de l'ordre du Lion Néerlandais, etc. etc., Ministre des Affaires Etrangères, GUILLAUME VAN DER KAAY, chevalier de l'ordre du Lion Néerlandais, etc. etc., Ministre de la Justice, et JACQUES HENRI BERGSMA, commandeur de l'ordre du Lion Néerlandais, etc. etc., Ministre des Colonies;

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Monsieur le comte ALEXANDRE ZANNINI, commandeur de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, grand officier de l'ordre de la Couronne d'Italie, etc. etc., Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire prés la Cour des Pays-Bas:

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article premier.

Le Gouvernement des Pays-Bas et le Gouvernement d'Italie s'engagent á se livrer réciproquement, d'après les règles déterminées par les articles suivants, et pour autant que les lois des deux Pays en permettent l'extradition, les individus condamnés ou prévenus à raison d'un des faits ci-après enumérés, commis hors du territoire de l'Etat, auquel l'extradition est demandée:

1°. meurtre ou assassinat, que ces crimes soient commis contre le Souverain, l'Hèritier du Trône, le Chef d'un Etat ami ou toute autre personne;

2°. menaces, faites par écrit et sous une condition déterminée;

3°. avortement, procuré par la femme enceinte ou par d' autres;

4°. voies de fait, ou faits nuisibles á la santé commis à dessein, ayant occasionné une grave lésion corporelle ou la mort, ou ayant été commis avec préméditation; sévices graves;

5°. viol; attentat à la pudeur commis avec violence ou menaces; le fait d'avoir, en dehors du mariage, un commerce charnel avec une femme, ou tout autre acte d'immoralité, lorsque le coupable sait que la personne avec laquelle il commet de tels actes, est évanouie ou sans connaissance, ou lorsque la circonstance de l'âge de cette personne suffit pour rendre le fait punissable;

6°. corruption de mineurs en les excitant à commettre ou à subir des actes d'immoralité, ou à avoir, en dehors du mariage, un commerce charnel avec un tiers; excitation de mineurs à la débauche et tout acte ayant pour object de favoriser leur débauche;

7°. bigamie;

8°. enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'un enfant;

9°. enlèvement de mineurs;

10°. contrefaçon ou altération de monnaies ou de papier-monnaie, entreprise dans le dessein d'émettre ou de faire émettre ces monnaies ou ce papier-monnaie comme non-contrefaits et non-altérés, ou mise en circulation de monnaies ou de papier-monnaie contrefaits ou altérés, lorsqu'elle a lieu à dessein;

11°. contrefaçon ou falsification de timbres et de marques de l'Etat ou de marques d'ouvrier exigées par la loi;

12°. faux en écriture et usage fait à dessein de l'écriture fausse ou falsifiée; la détention ou l'introduction de l'étranger de billets d'une banque de circulation fondée en vertu de dispositions légales, dans le dessein de les mettre en circulation comme n'étant ni faux ni falsifiés, lorsque l'auteur savait au moment où il les a reçus, qu'ils étaient faux ou falsifiés;

13°. faux serments;

14°. corruption de fonctionnaires publics; concussion; détournement commis par des fonctionnaires ou par ceux qui sont considérés comme tels;

15°. incendie allumé à dessein, lorsqu'il peut en résulter un danger commun pour des biens ou un danger de mort pour autrui; incendie allumé dans le dessein de se procurer ou de procurer à un tiers un profit illégal au détriment de l'assureur ou du porteur légal d'un contrat à la grosse;

16°. destruction illégale commise à dessein d'un édifice appartenant en tout ou en partie à un autre ou d'un édifice ou d'une construction, lorsqu'il peut en résulter un danger commun pour des biens ou un danger de mort pour autrui;

17°. actes de violence commis en public, à forces réunis, contre des personnes ou des biens;

18°. le fait illégal commis à dessein de faire couler à fond, de faire échouer, de détruire, de rendre impropre à l'usage ou de détériorer un navire, lorsqu'il peut en résulter un danger pour autrui;

19°. émeute et insubordination des passagers à bord d'un navire contre le capitaine et des gens de l'équipage contre leurs supérieurs;

20°. le fait commis à dessein d'avoir mis en péril un convoi sur un chemin de fer;

21°. vol; escroquerie; abus de blanc-seing; détournement, abus de confiance;

22°. banqueroute frauduleuse.

Sont comprises dans les qualifications précédentes la tentative et la complicité, lorsqu'elles sont punissables d'après la législation du pays auquel l'extradition est demandée.

En aucun cas l'extradition n'aura lieu:

1°. pour les condamnés, lorsque la peine prononcée sera de moins de six mois d'emprisonnement;

2°. pour les prévenus et les accusés, lorque le maximum de la peine applicable au fait incriminé sera, d'après la loi du pays réclamant, de moins de deux ans d'emprisonnement.

Article 2.

L'extradition n'aura pas lieu:

1°. lorsque le fait a été commis dans un pays tiers et que le Gouvernement de ce pays requiert l'extradition;

2°. lorsque la demande en sera motivée par le même fait, pour lequel l'individu réclamé a été jugé dans le pays auquel l'extradition est demandée et du chef duquel il y a été condamné, absous ou acquitté;

3°. si, d'aprés les lois du pays auquel l'extradition est demandée, la prescription de l'action ou de la peine est acquise avant l'arrestation de l'individu réclamé, ou, l'arrestation n'ayant pas encore eu lieu, avant qu'il n'ait été cité devant le tribunal pour être entendu.

Article 3.

L'extradition n'aura pas lieu aussi longtemps que l'individu réclamé est poursuivi pour le même fait dans le pays auquel l'extradition est demandée.

Article 4.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou subit une peine pour une autre infraction que celle qui a donné lieu à la demande d'extradition, son extradition ne sera accordée qu'après la fin de la poursuite dans le pays auquel l'extradition est démandée, et, en cas de condamnation, qu'après qu'il aura subi sa peine ou qu'il aura été gracié. Néanmoins, si d'après les lois du pays qui demande l'extradition, la prescription de la poursuite pouvait résulter de ce délai, son extradition sera accordée, si des considérations spéciales ne s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer l'extradé aussitôt que la poursuite dans ce pays sera finie.

Article 5.

L'individu extradé ne pourra être ni poursuivi ni puni, dans le pays auquel l'extradition a été accordée, pour un fait punissable quelconque non prévu par la présente convention et anterieur à son extradition, ni extradé a un état tiers sans le consentement de celui qui a accordé l'extradition, à moins

qu'il n'ait eu la liberté de quitter de nouveau le pays susdit pendant un mois après avoir été jugé, et, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou après avoir été gracié.

Il ne pourra pas non plus être poursuivi ni puni du chef d'un fait prévu par la convention, antérieur à l'extradition, sans le consentement du gouvernement qui a livré l'extradé et qui pourra, s'il le juge convenable, exiger la production de l'un des documents mentionnés dans l'article 7 de la presente convention. Toutefois, ce consentement ne sera pas nécessaire lorsque l'inculpé aura demandé spontanément à être jugé ou à subir sa peine ou lorsqu'il n'aura pas quitté, dans le délai fixé plus haut, le territoire du pays auquel il a été livré.

Article 6.

Les dispositions du présent traité ne sont point applicables aux délits politiques. La personne qui a été extradée à raison de l'un des faits de droit commun mentionnés à l'article 1, ne peut, par conséquent, en aucun cas, être poursuivi et punie dans l'état auquel l'extradition a été accordée, à raison d'un délit politique commis par elle avant l'extradition, ni à raison d'un fait connexe à un sembable délit politique, à moins qu'elle n'ait eu la liberté de quitter de nouveau le pays pendant un mois après avoir été jugée et, en cas de condemnation, après avoir subi sa peine ou après avoir été graciée.

L'extradition sera accordée, lors même que le coupable alléguerait un motif ou un but politique, si le fait pour lequel elle est demandée constitue essentiellement un délit commun.

Article 7.

L'extradition sera demandée par la voie diplomatique et ne sera accordée que sur la production de l'original ou d'une expédition authentique, soit d'un jugement de condamnation, soit d'une ordonnance de mise en accusation ou de renvoi devant la justice répressive avec mandat d'arrêt, soit d'un mandat d'arrêt, délivré dans les formes prescrites par la législation de l'État qui fait la demande, et indiquant suffisamment le fait dont il s'agit pour mettre l'État requis à même de juger s'il constitue, d'après sa législation, un cas prévu par la présente convention, ainsi que la disposition pénale qui lui est applicable.

Article 8.

Les objets saisis en la possession de l'individû réclamé seront livrés à l'état requérant, si l'autorité compétente de l'état requis en a ordonné la remise.

Article 9.

En attendant la demande d'extradition par la voie diplomatique, l'arrestation provisoire de l'individu dont l'extradition peut être requise aux termes de la présente convention, pourra être demandée: du côté des Pays-Bas par tout officier de

justice ou tout juge d'instruction (juge commissaire); du coté de l'Italie par tout procureur du Roi.

L'arrestation provisoire est soumise aux formes et aux règles prescrites par la législation du pays auquel la demande est faite.

Article 10.

L'étranger arrêté provisoirement, aux termes de l'article précédent, sera, à moins que son arrestation ne doive être maintenue pour un autre motif, mis en liberté, si, dans le delai de vingt jours après la date du mandat d'arrestation provisoire, la demande d'extradition par la voie diplomatique, avec remise des documents prescrits par la présente convention, n'a pas été faite.

Article 11.

Lorsque dans la poursuite d'une affaire pénale, excepté le cas prévu par l'article 6, un des Gouverments jugera nécessaire de faire procéder dans le territoire de l'autre Etat à une expertise, à l'interrogatoire d'inculpés ou à l'audition de témoins, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite, en observant les lois du pays où les experts, les inculpés ou les témoins seront invités à comparaître. Les frais occasionnés par les expertises resteront à la charge de l'Etat, qui en fait la demande. En cas d'urgence toutefois une commission rogatoire pourra être directement adressée par l'autorité judiciaire dans l'un des états à l'autorité judiciaire dans l'autre état.

Toute commission rogatoire, ayant pour but de demander une audition de témoins, devra être accompagnée d'une traduction française.

Article 12.

Si dans une cause pénale non-politique la comparution personnelle d'un témoin dans l'autre pays est nécessaire ou désirée, son gouvernement l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite, et, en cas de consentement, il lui sera accordé des frais de voyage et de séjour, d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu, sauf le cas où le gouvernement requérant estimera devoir allouer au témoin une plus forte indemnité.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaîtra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminels antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits objets du procès où il figurera comme témoin.

Article 13.

Lorsque, dans une cause pénale non-politique, la confrontation de criminels, détenus dans l'autre état, ou bien la com-

munication de pièces à conviction ou de documents, qui se trouveraient entre les mains des autorités de l'autre pays, sera jugée utile ou nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et l'on y donnera suite à moins de considérations spéciales qui s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les criminels et les pièces.

Article 14.

Le transit, à travers le territoire de l'un des États contractants, d'un individu livré par une tierce puissance à l'autre partie et n'appartenant pas au pays du transit, sera accordé sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés à l'article 7, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans la présente convention et ne rentre pas dans les prévisions des articles 2 et 6, et que le transport ait lieu, quant à l'escorte, avec le concours de fonctionnaires du pays qui a autorisé le transit sur son territoire.

Les frais du transit seront à la charge de l'état requérant.

Article 15.

Les Gouvernements respectifs renoncent de part et d'autre à toute réclamation pour la restitution des frais d'entretien, de transport et autres, qui pourraient résulter, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'extradition des prévenus, accusés ou condamnés, ainsi que de ceux résultant de l'exécution des commissions rogatoires, du transport et du renvoi des criminels à confronter, et de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction ou des documents.

Au cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extrader sera conduit au port que désignera l'agent diplomatique ou consulaire du Governmeut requérant, aux frais duquel il sera embarqué.

Article 16.

Les deux Gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement les arrêts de condamnation pour délits de toute espèce, qui auront été prononcés par les tribunaux de l'un des deux Etats contre les sujets de l'autre.

Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi par voie diplomatique, et dans la forme qui sera établie, du jugement prononcé et devenu définitif au Gouvernement dont le condamné est sujet.

Article 17.

Les stipulations de la présente convention seront applicables aux colonies et possessions étrangères des deux Hautes Parties contractantes, sauf à tenir compte des lois spéciales en vigueur dans lesdites colonies ou possessions.

La demande d'extradition du malfaiteur, qui s'est réfugié dans une colonie ou possession étrangère de l'autre Partie,

pourra aussi être faite directement au gouverneur ou fonctionaire principal de cette colonie ou possession par le gouverneur ou fonctionnaire principal de l'autre colonie ou possession, pour autant que les deux colonies ou possessions étrangéres sont situées dans l'Asie ou l'Afrique Orientale.

Lesdits gouverneurs ou premiers fonctionnaires auront la faculté soit d'accorder l'extradition soit d'en référer á leur Gouvernement.

Le délai pour la mise en liberté, visé à l'article 10, sera de soixante jours.

Article 18.

La présente convention entrera en vigueur quatre mois aprés l'échange des ratifications.

A partir de sa mise à exécution les conventions du 20 novembre 1869 et du 26 juillet 1886 cesseront d'être en vigueur et seront remplacées par la présente convention, laquelle continuera à sortir ses effets jusqu'à six mois après déclaration contraire de la part de l'un des deux Gouvernements.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait, en double, à La Haye, le 28 Mai 1897.

(*LS.*) J. Röell.

(*LS.*) van der Kaay. (*LS.*) Zannini.

(*LS.*) Bergsma.

---

VERTALING.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en in Hoogst-Derzelver naam Hare Majesteit de Koningin-Weduwe, Regentes van het Koninkrijk en Zijne Majesteit de Koning van Italië, in gemeenschappelijk overleg overeengekomen zijnde een nieuwe overeenkomst te sluiten betreffende de uitlevering van misdadigers, hebben te dien einde tot Hoogst-Derzelver gevolmachtigden benoemd, te weten :

Hare Majesteit de Koningin-Weduwe, Regentes van het Koninkrijk der Nederlanden:

de heeren jonkheer JOAN RÖELL, Ridder der Orde van den Nederlandschen Leeuw, enz., enz., Minister van Buitenlandsche Zaken, WILLEM VAN DER KAAY, Ridder der Orde van den Nederlandschen Leeuw, enz., enz., Minister van Justitie, en JACOB HENDRIK BERGSMA, Commandeur der Orde van den Nederlandschen Leeuw, enz., enz., Minister van Koloniën:

Zijne Majesteit de Koning van Italië:

Graaf ALEXANDER ZANNINI, Commandeur der Orde van de Heiligen Mauritius en Lazarus, Groot-Officier der Orde van de Kroon van Italië, enz., enz., Hoogst Deszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij het Koninklijk Hof der Nederlanden;

die, na elkander hunne volmachten te hebben medegedeeld, welke in goeden en behoorlijken vorm zijn bevonden, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen:

Artikel 1.

De Regeering der Nederlanden en de Regeering van Italië verbinden zich om wederkeerig aan elkander uit te leveren, volgens de voorschriften bij de volgende artikelen vastgesteld en voor zoover de wetten der beide landen die uitlevering toelaten, de personen welke veroordeeld of beklaagd zijn ter zake van een der feiten hieronder vermeld, gepleegd buiten het grondgebied van den Staat, aan welken de uitlevering wordt aangevraagd:

1°. doodslag of moord, hetzij dat deze misdrijven zijn gepleegd tegen den Souverein, den Troonopvolger, het Hoofd van een bevrienden Staat of tegen elk ander persoon;

2°. bedreigingen, schriftelijk en onder eene bepaalde voorwaarde gedaan;

3°. het opzettelijk veroorzaken van de afdrijving der vrucht van eene vrouw door haar zelve of door anderen;

4°. geweldadigheden of daden nadeelig voor de gezondheid, die met opzet zijn gepleegd en zwaar lichamelijk letsel of den dood ten gevolge hebben of die met voorbedachte rade zijn gepleegd; zware mishandeling;

5°. verkrachting; feitelijke aanranding van de eerbaarheid, gepleegd met geweld of bedreigingen; het feit van buiten echt vleeschelijke gemeenschap te hebben met eene vrouw of elke andere ontuchtige handeling, wanneer de schuldige weet dat de persoon met welke hij zoodanige handelingen pleegt, in staat van bewusteloosheid of onmacht verkeert, of wanneer de leeftijd op zich zelf van dien persoon voldoende is om het feit strafbaar te maken,

6°. het bederven der zeden bij minderjarigen door hen aan te zetten tot het plegen of dulden van ontuchtige handelingen

of tot het hebben van vleeschelijke gemeenschap buiten echt met een derde; opwekking van mindejarigen tot het plegen van ontucht en iedere daad welke ten doel heeft de ontucht van minderjarigen te begunstigen;

7°. dubbel huwelijk;

8°. oplichting of wegvoering, verberging, wegmaking, onderschuiving van een kind;

9°. oplichting of wegvoering van minderjarigen:

10°. het namaken of vervalschen van muntspeciën of muntpapier met het oogmerk om die muntspeciën of dat muntpapier als echt en onvervalscht uit te geven of te doen uitgeven of het opzettelijk in omloop brengen van valsche of vervalschte muntspeciën of muntpapier;

11°. het namaken of vervalschen van van Rijkswege uitgegeven zegels en Rijksmerken of van door de wet gevorderde meesterteekenen;

12°. valschheid in geschriften en het met opzet gebruik maken van het valsche of vervalschte geschrift: het in voorraad hebben of invoeren uit het buitenland van billetten eener, krachtens wettelijke verordeningen opgerichte, circulatiebank met het oogmerk om die als echt en onvervalscht uit te geven, ingeval de dader, toen hij die stukken ontving, met de valschheid of vervalsching bekend was;

13°. meineed;

14°. omkooping van openbare ambtenaren; knevelarij; verduistering door ambtenaren of daarmede gelijkgestelden;

15°. opzettelijke brandstichting, indien daarvan gemeengevaar voor goederen of levensgevaar voor een ander te duchten is; brandstichting met het oogmerk om zich of een ander, ten nadeele van den verzekeraar of van den wettigen houder van een bodemerijbrief, wederrechtelijk te bevoordeelen;

16°. opzettelijke en wederrechtelijke vernieling van een gebouw, hetwelk in zijn geheel of gedeeltelijk aan een ander toebehoort of van een gebouw of getimmerte, indien daarvan gemeen gevaar voor goederen of levensgevaar voor een ander te duchten is;

17°. openlijk geweld met vereenigde krachten tegen personen of goederen;

18°. het opzettelijk en wederrechtelijk doen zinken, doen stranden, vernielen, onbruikbaar maken of beschadigen van een schip, indien daarvan levensgevaar voor een ander te duchten is;

19°. muiterij en verzet van passagiers aan boord van een schip tegen den schipper en van mindere schepelingen jegens hunne meerderen in rang;

20°. het opzettelijk doen onstaan van gevaar voor een spoortrein;

21°. diefstal, oplichting; misbruik van eene handteekening in blanco; verduistering; misbruik van vertrouwen;

22°. bedriegelijke baukbreuk;

Onder de voorgaande qualificatiën zijn begrepen de poging en de medeplichtigheid, voor zoover zij strafbaar gesteld zijn bij de wetgeving van het land, aan hetwelk de uitlevering wordt gevraagd.

In geen geval zal de uitlevering plaats hebben:

1°. voor zoover veroordeelden betreft wanneer de opgelegde straf minder zal zijn dan 6 maanden vrijheidsstraf;

2°. voor zoover beklaagden of in staat van beschuldiging gestelden betreft, wanneer het maximum van de, voor het ten laste gelegde feit, op te leggen straf, volgens de wet van het land dat de uitlevering vraagt, minder is dan 2 jaren vrijheidsstraf.

Artikel 2.

De uitlevering zal geen plaats hebben:

1°. ingeval het feit in een derden Staat is gepleegd en de Regeering van dien Staat de uitlevering aanvraagt;

2°. wanneer de aanvrage daartoe geschiedt op grond van hetzelfde feit, waarvoor de opgeëischte persoon in het land, waaraan de uitlevering wordt aangevraagd, heeft terecht gestaan en ter zake waarvan hij aldaar is veroordeeld, van rechtsvervolging ontslagen of vrijgesproken;

3°. indien de vervolging of de opgelegde straf naar de wetgeving des Lands, waaraan de uitlevering wordt aangevraagd, verjaard is vóór de aanhouding van den opgeëischten persoon of, zoo er nog geene aanhouding heeft plaats gehad, vóór de oproeping om door de rechtbank te worden gehoord.

Artikel 3.

De uitlevering zal geen plaats hebben zoolang de opgeëischte persoon in het land, waaraan de uitlevering wordt aangevraagd, vervolgd wordt ter zake van hetzelfde feit.

Artikel 4.

Indien de opgeëischte persoon vervolgd wordt of straf ondergaat wegens een ander misdrijf, dan dat waarvoor zijne uitlevering wordt aangevraagd, zal zijne uitlevering niet worden toegestaan, dan na afloop der vervolging ingesteld in het Land waaraan de uitlevering wordt aangevraagd, en, ingeval van veroordeeling, nadat hij de hem opgelegde straf zal hebben ondergaan of hem daarvan gratie zal zijn verleend. Indien evenwel, volgens de wetten van het land dat de uitlevering aanvraagt, dat tijdsverloop de verjaring der vervolging ten gevolge zou kunnen hebben, zal zijne uitlevering wor-

den toegestaan, tenzij er bijzondere redenen mochten aanwezig zijn, die er zich tegen verzetten en onder gehoudenheid tot terugzending van den uitgeleverde, zoodra de vervolging in genoemd land zal zijn afgeloopen.

Artikel 5.

De uitgeleverde persoon zal niet mogen worden vervolgd noch gestraft in het land, waaraan de uitlevering is toegestaan, ter zake van een strafbaar feit niet in het tegenwoordig verdrag genoemd en vóór zijne uitlevering gepleegd, noch aan een derden Staat uitgeleverd zonder de toestemming van den Staat, die de uitlevering heeft toegestaan, tenzij hij de vrijheid hebbe gehad om het eerst genoemde land weder te verlaten gedurende ééne maand nadat de tegen hem ingestelde vervolging zal zijn afgeloopen en hij, in geval van veroordeeling, de hem opgelegde straf zal hebben ondergaan of hem daarvan gratie zal zijn verleend.

Hij zal evenmin mogen worden vervolgd of gestraft ter zake van een feit in het tegenwoordig verdrag genoemd en vóór de uitlevering gepleegd zonder de toestemming der Regeering, die den uitgeleverde heeft overgegeven, en die, indien zij zulks wenschelijk acht, de overlegging zal kunnen vorderen van een der bescheiden in art. 7 van het tegenwoordig verdrag vermeld. Intusschen zal die toestemming niet noodig zijn, wanneer de beklaagde uit eigen beweging zal hebben verzocht terecht te staan of zijn straf te ondergaan of wanneer hij binnen den bovengenoemden termijn het grondgebied van den Staat, waaraan hij is uitgeleverd, niet zal hebben verlaten.

Artikel 6.

De bepalingen van het tegenwoordig verdrag zijn niet toepasselijk op staatkundige misdrijven. Hij die, ter zake van een der in artikel 1 genoemde gemeene feiten, is uitgeleverd, kan derhalve in geen geval worden vervolgd of gestraft in den Staat, waaraan de uitlevering is toegestaan, ter zake van een staatkundig misdrijf door hem gepleegd vóór zijne uitlevering, noch van eenig feit met zoodanig staatkundig misdrijf samenhangende, tenzij hij de vrijheid hebbe gehad het land weder te verlaten gedurende eene maand nadat de tegen hem ingestelde vervolging zal zijn afgeloopen en hij, in geval van veroordeeling, de hem opgelegde straf zal hebben ondergaan of hem daarvan gratie zal zijn verleend.

De uitlevering zal worden toegestaan ook dan wanneer de schuldige een staatkundige beweegreden of een staatkundig doel mocht aanvoeren, indien het feit waarvoor zij is gevraagd op zich zelf een gemeen misdrijf vormt.

Artikel 7.

De uitlevering zal worden aangevraagd langs diplomatieken weg en alleen toegestaan worden op vertoon van het oorspronkelijke of van een gewaarmerkt afschrift hetzij van een vonnis van veroordeeling, hetzij van eene beschikking tot in staat van beschuldigingstelling of van eene beschikking, waarbij rechtsingang is verleend met bevel tot gevangenneming, hetzij van een bevel van gevangenneming, afgegeven in de vormen voorgeschreven door de wetgeving van den Staat, die de aanvrage doet, en waarbij het feit waarvan sprake is op zoodanige wijze wordt omschreven dat de Staat, waaraan de uitlevering wordt gevraagd, in staat zij te beoordeelen of het volgens zijne wetgeving een geval daarstelt in het tegenwoordig verdrag voorzien, alsmede vermeldende de op het feit toepasselijke strafbepaling.

Artikel 8.

De goederen, welke in het bezit waren van den opgeëischte en in beslag genomen zijn, zullen worden overgegeven aan den opeischenden Staat, indien de bevoegde macht van den Staat, waaraan de uitlevering wordt aangevraagd, de overgave daarvan heeft bevolen.

Artikel 9.

In afwachting van de aanvrage om uitlevering langs diplomatieken weg zal de voorloopige aanhouding van den persoon, wiens uitlevering volgens het tegenwoordig verdrag kan gevraagd worden, kunnen worden verzocht: van de zijde van Nederland, door ieder officier van justitie of elk rechter van instructie (rechter-commissaris); van den kant van Italië, door ieder procureur des Konings.

De voorloopige aanhouding is onderworpen aan de vormen en de regels voorgeschreven door de wetgeving van den Staat, waaraan de uitlevering gevraagd wordt.

Artikel 10.

De vreemdeling, die krachtens de bepalingen van het voorgaand artikel voorloopig is aangehouden, zal, ten ware hij uit anderen hoofde behoorde in hechtenis te blijven, in vrijheid worden gesteld, indien niet binnen twintig dagen na de dagteekening van het bevel van voorloopige aanhouding de aanvrage tot uitlevering langs diplomatieken weg geschied is, onder overlegging der bescheiden bij het tegenwoordig verdrag voorgeschreven.

Artikel 11.

Wanneer, bij de vervolging in een strafzaak, uitgezonderd in het geval voorzien bij artikel 6, eene der Regeeringen het noodig oordeelt om op het gebied van den anderen Staat, een onderzoek door deskundigen, een ondervraging van beklaagden of een getuigenverhoor te doen plaats hebben, zal daar-

toe eene rogatoire commissie langs diplomatieken weg gezonden worden en zal daaraan gevolg gegeven worden met inachtneming van de wetten van het land, waar de deskundigen, beklaagden of getuigen zullen worden uitgenoodigd te verschijnen. De kosten door het onderzoek van deskundigen veroorzaakt zullen ten laste blijven van den Staat, die er om verzoekt. Intusschen zal in spoedeischende gevallen een rogatoire commissie rechtstreeks door de rechterlijke overheid in den eenen Staat kunnen worden toegezonden aan de rechterlijke overheid in den anderen Staat.

Elke rogatoire commissie strekkende tot aanvrage van een getuigenverhoor zal van eene Fransche vertaling vergezeld moeten zijn.

Artikel 12.

Indien, in eene strafzaak een gemeen misdrijf betreffende, de persoonlijke verschijning van een getuige in het andere land noodig is of verlangd wordt, zal zijne Regeering hem verzoeken aan de tot hem te richten uitnoodiging gevolg te geven en, in geval hij daaraan voldoet, zullen hem reis- en verblijfkosten worden toegekend volgens de tarieven en reglementen van kracht in het land, waar het verhoor zal moeten plaats hebben, behoudens het geval dat de aanvragende Regeering het noodig zal achten hoogere schadevergoeding aan den getuige toe te kennen.

Een getuige van welke nationaliteit ook, die, in een van beide Staten opgeroepen, vrijwillig voor de rechters van den anderen Staat verschijnt, zal aldaar niet kunnen worden vervolgd of aangehouden ter zake van vroeger door hem begane strafbare feiten of tegen hem wegens misdrijf uitgesproken veroordeelingen, en evenmin onder voorwendsel van medeplichtigheid aan de feiten, die het onderwerp uitmaken van het geding, waarin hij als getuige optreedt.

Artikel 13.

Wanneer in eene strafzaak een gemeen misdrijf betreffende, de confrontatie van misdadigers, gedetineerd in den anderen Staat, of wel de mededeeling van overtuigingsstukken of van bescheiden, welke zich in handen bevinden der autoriteiten van het andere land, nuttig of noodig zal worden geoordeeld, zal de daartoe strekkende aanvraag langs diplomatieken weg geschieden en zal daaraan gevolg gegeven worden, tenzij er bijzondere redenen mochten bestaan die er zich tegen verzetten en onder gehoudenheid tot terugzending van de misdadigers en van de stukken.

Artikel 14.

De doorvoer over het grondgebied van een der contracteerende Staten, van een door eene derde Mogendheid aan de andere Partij uitgeleverden persoon, die niet behoort tot het

land door hetwelk de doorvoer plaats heeft, zal worden toegestaan op het eenvoudig vertoon hetzij van het oorspronkelijke, hetzij van een gewaarmerkt afschrift, van een der stukken genoemd in art. 7, mits het feit, waarop de uitlevering gegrond is, in het tegenwoordig verdrag begrepen zij en niet valle onder de bepalingen voorzien bij de artt. 2 en 6, en mits de doorvoer, wat het medegeleide betreft, geschiede met medewerking van beambten van het land, dat den doorvoer over zijn grondgebied heeft toegestaan.

De kosten van doorvoer zullen komen voor rekening van den Staat, die de uitlevering heeft aangevraagd.

Artikel 15.

De wederzijdsche Regeeringen doen over en weder afstand van alle aanvrage om terugbetaling van de kosten van onderhoud, van vervoer en andere die, binnen de grenzen van haar wederzijdsch grondgebied, zouden kunnen voortvloeien uit de uitlevering van beklaagde, in staat van beschuldiging gestelde of veroordeelde personen, evenals van die, voortvloeiende uit de tenuitvoerlegging van rogatoire commissiën, uit het vervoer en de terugzending van misdadigers ter confrontatie en uit de toezending en terugzending der overtuigingsstukken of der bescheiden.

Ingeval het vervoer over zee verkieslijk mocht worden geacht zal de uit te leveren persoon worden overgebracht naar de haven aan te wijzen door den diplomatieken of consulairen agent van den Staat, die de uitlevering heeft aangevraagd, en op wiens kosten hij zal worden ingescheept.

Artikel 16.

De beide Regeeringen verbinden zich om wederkeerig elkander mededeeling te doen van de vonnissen houdende veroordeeling wegens misdrijven van elken aard, die zullen zijn uitgesproken door de rechtbanken van den een der beide Staten tegen onderdanen van den andere.

Deze mededeeling zal worden bewerkstelligd door toezending langs diplomatieken weg en naar den vorm, die zal worden vastgesteld van het uitgesproken en in kracht van gewijsde gegaan vonnis aan de Regeering, waarvan de veroordeelde onderdaan is.

Artikel 17.

De bepalingen der tegenwoordige overeenkomst zullen toepasselijk zijn op de koloniën en buitenlandsche bezittingen der beide Hooge contracteerende partijen, behoudens inachtneming van de bizondere wetten in gezegde koloniën en bezittingen van kracht.

De aanvrage tot uitlevering van den misdadiger, die de wijk genomen heeft naar eene kolonie of buitenlandsche bezitting van de andere partij, zal ook rechtstreeks kunnen gericht

worden tot den Gouverneur of eersten ambtenaar van die kolonie of bezitting door den Gouverneur of eersten ambtenaar der andere kolonie of bezitting voor zoover de beide koloniën of buitenlandsche bezittingen gelegen zijn in Azië of in Oost-Afrika.

De genoemde Gouverneurs of eerste ambtenaren zullen de bevoegdheid hebben om hetzij de uitlevering toe te staan, hetzij de aangelegenheid aan hunne Regeering te onderwerpen.

De termijn voor de invrijheidstelling bedoeld in art. 10, zal zestig dagen bedragen.

Artikel 18.

De tegenwoordige overeenkomst zal in werking treden 4 maanden na de uitwisseling der akten van bekrachtiging.

Te rekenen van hare inwerkingtreding zullen de overeenkomsten van den 20sten November 1869 en van den 26sten Juli 1886 ophouden van kracht te zijn en vervangen worden door de tegenwoordige overeenkomst, die van kracht zal blijven tot zes maanden na verklaring in tegenovergestelden zin door een der beide Regeeringen gedaan.

Zij zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging er van zullen zoo spoedig mogelijk worden uitgewisseld.

Ter oirkonde waarvan de wederzijdsche gevolmachtigden de tegenwoordige overeenkomst hebben onderteekend en van hunne zegels voorzien.

Gedaan, in dubbel, te 's Gravenhage den 28 Mei 1897.

(*L.S.*) J. Röell.

(*L.S.*) van der Kaay. (*L.S.*) A. Zannini.

(*L.S.*) Bergsma.